

# Ce que nous devons savoir ... et quand

Igor Khripunov

## En sensibilisant le public au risque de terrorisme nucléaire, on peut aider à accroître la sécurité

L'infrastructure nucléaire, en raison de ses activités radiologiques et chimiques et de la possibilité qu'elle offre de fabriquer des armes, peut faire l'objet d'actes terroristes : vol, sabotage, accès non autorisé ou autres actes malveillants. Une attaque qui viserait des éléments importants tels que des unités de production de combustible, des réacteurs ou des installations de gestion et de retraitement de déchets pourrait avoir de graves conséquences même si la centrale ou les structures connexes n'étaient que peu ou pas endommagées. La crainte qu'a le public des rayonnements nucléaires, associée à un éventuel blackout massif et à d'autres facteurs aggravants, pourrait provoquer une véritable panique. Autrement dit, un attentat réussi contre un élément d'infrastructure nucléaire peut facilement semer le chaos.

Les risques systémiques produisent sur les sociétés des effets de grande ampleur qui vont bien au-delà de la source même du danger. Ces risques perturbent les systèmes dont la société dépend – santé, transports, environnement, télécommunications, etc. Leurs conséquences peuvent être techniques, sociales, environnementales, psychologiques et économiques, et toucher différents acteurs.

Dans ce contexte, cependant, on a tendance à sous-estimer, sous-utiliser et méconnaître un acteur important : le public. L'infrastructure nucléaire doit apprendre à communiquer efficacement avec le public et trouver de meilleures méthodes de communication en ce qui concerne d'éventuels attentats ou accidents. Le public est aussi un client difficile car les citoyens sont profondément partagés quant à l'acceptabilité et à l'intérêt du nucléaire et tendent à exprimer leurs sentiments vivement. De plus en plus, cependant, on se rend compte, avec la hausse vertigineuse du prix du pétrole et l'effet de serre, que le nucléaire est sur le point de renaître. Il ne faut donc plus considérer le public comme une victime potentielle ou une masse paniquée, mais comme un important facteur de sécurité à tous les stades d'un éventuel incident.

### Perception commune du risque

Une perception commune du risque repose sur une communication objective et transparente. Il faut donc met-

tre en place un échange actif d'informations et d'opinions entre les individus, les groupes et les institutions, transférer l'information vers le public et, du public, vers les décideurs et les exploitants d'infrastructures. En réalité, un niveau commun d'acceptation du risque dépend non seulement de la compétence technique, mais aussi de facteurs et de valeurs culturels et individuels. Pour y parvenir, la communication sur les risques doit se fonder sur un dialogue entre les principaux acteurs – experts, responsables politiques, exploitants d'infrastructures et public.

Pour certains, sinon la plupart des professionnels et des experts, le risque est la probabilité d'un événement multipliée par ses conséquences estimées, et va de faible à catastrophique. En ce qui concerne les installations nucléaires, il existe au moins trois types de probabilité : attentat, échec d'interruption, échec de neutralisation.

L'ampleur d'un risque, pour les individus, varie en fonction de leur milieu et de leurs objectifs. Il en découle différentes opinions et interprétations du risque et de la vulnérabilité. Le public tend souvent à fonder ses vues du risque sur son expérience ou son impression personnelle. Ainsi, la probabilité que quelque chose de mal va arriver à des gens, associée aux aspects de la situation qui les contrarient, conduit à la perception qu'ils ont du risque, qui repose davantage sur l'émotion que sur l'analyse des probabilités constitutives. C'est pourquoi il est parfois difficile, pour des étrangers, de hiérarchiser les mesures de prévention et encore plus difficile de les expliquer au public. Il faut, également, comprendre le langage utilisé, surtout lorsque la terminologie diffère et trouble le débat sur l'évaluation du risque.

Les facteurs qui peuvent influencer l'attitude du public sont la perception subjective des conséquences, l'ignorance de la nature du risque, la méfiance à l'égard des institutions qui tentent de gérer le risque et l'attention que les médias portent à un événement. Ce qu'il faut également prendre en compte, pour comprendre la perception du public, c'est la distance qui sépare quartiers résidentiels et écoles d'une installation nucléaire ; la densité de la population locale ; et les activités des groupements d'intérêt locaux. Même dans une population donnée, la perception du risque n'est pas uniforme et

peut varier en fonction de l'expérience, du sexe, du statut social et de la conception du monde.

## Une communication par étape

Pour obtenir une perception commune du risque, il est essentiel de communiquer. Cette communication peut se définir comme un échange bilatéral d'informations de types multiples et à multiples finalités. Son principal intérêt est qu'elle peut permettre de gagner la confiance du public et de résister en temps de crise.

Il existe différentes façons d'appréhender et de comprendre le sens d'une communication sur les risques fondée sur une notion subjective du public. D'une part, on a la perception d'un public passif attendant complaisamment la transmission d'informations vitales de sources autorisées tandis que d'autre part, on a l'image d'un public actif qui cherche à comprendre la réalité et à partager la gestion des risques. La seconde perspective offre le scénario optimal pour mobiliser la société par un processus interactif d'échange d'informations et d'avis entre individus, groupes et institutions.

Une communication n'est pas perçue comme étant aussi efficace si son objectif est de faire accepter les vues ou arguments d'experts par des profanes. Elle peut, cependant, être jugée efficace dans la mesure où elle fait mieux comprendre ce qui est en jeu à tous les acteurs, y compris le public, les informe correctement dans les limites des connaissances disponibles et leur permet, au besoin, de participer utilement à la gestion des risques.

En conséquence, pour atteindre les objectifs souhaités dans le contexte d'un élément donné de l'infrastructure nucléaire, une communication avec le public doit idéalement suivre trois étapes :

- ① **Partage d'informations avec le public** : flux unilatéral d'informations des autorités et/ou des exploitants vers le public à des fins didactiques ;
- ② **Sensibilisation** : campagne active menée par les autorités et/ou les exploitants pour répondre aux préoccupations du public ; et
- ③ **Participation du public** : relation permanente dans laquelle les communautés deviennent partenaires des autorités et/ou des exploitants à des fins convenues.

La dernière étape est bien entendu plus efficace lorsque le public comprend ce qui est en jeu et a les connaissances requises pour assumer certains rôles avant et après un éventuel incident.

## Participation du public

Le souci de sécurité, aujourd'hui, influe sur la perception qu'a le public du risque nucléaire ou radiologique et de la menace terroriste. Pour communiquer efficacement sur les

questions de sécurité, les autorités et les exploitants doivent comprendre et respecter ce qui préoccupe réellement le public en matière de sûreté et de sécurité. Le public, lui, comprend et s'inquiète de ce que des terroristes puissent forcer les dispositifs de sûreté intégrés à des installations nucléaires en passant outre les systèmes de sécurité. Il se demande si les systèmes de sécurité sont suffisants et s'intéresse activement à ce qu'on pourrait faire pour que ces systèmes maintiennent opérationnels les dispositifs de sûreté.

Les nouvelles menaces terroristes, cependant, confèrent de plus en plus à la sécurité, y compris à la protection physique, un statut autonome et unique qui transcende la simple synergie sûreté-sécurité. Autrement dit, le chevauchement entre sûreté et sécurité tend à se réduire, révélant des éléments contradictoires qu'il faut concilier. Premièrement, les attentats terroristes ont le pouvoir d'accroître considérablement l'impact d'un accident, rendant inopérantes les procédures de sûreté habituelles. Deuxièmement, les terroristes, adaptables, sont capables non seulement de changer de tactique en cours d'attaque, mais aussi de mener plusieurs attaques simultanées ou consécutives contre des éléments d'infrastructure. Troisièmement, les attentats terroristes sont des actes criminels et, comme tels, obligent à sécuriser le lieu du crime et à ouvrir une enquête.

Pour communiquer efficacement sur les risques, il faut expliquer au public que la sûreté et la sécurité sont deux faces d'une même pièce, qui est le fonctionnement sans problème et en toute circonstance de l'infrastructure nucléaire. Partant, en associant le public et en en faisant un partenaire à part entière, une stratégie de communication des risques peut atteindre quatre objectifs interdépendants :

**1. Parvenir à une évaluation commune du risque permettant d'éduquer et de préparer le public.** Pour gagner l'appui du public, il faut dépeindre le risque de façon réaliste et exacte, sans gonfler la menace pour pousser les gens à agir, ni minimiser celle-ci pour tenter de les rassurer. Préparé, le public peut traduire cette information en actes et prendre diverses initiatives, comme l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'urgence (communication, évacuation ou mise à l'abri). Cette préparation fait également passerelle entre l'éducation préalable à un événement et l'adoption de mesures en cas de crise.

Les informations dont le public dispose sur le risque de terrorisme, les programmes de préparation, les capacités d'intervention et d'autres points seront aussi, en grande partie sinon en totalité, consultables par d'éventuels terroristes, qui pourront les utiliser pour passer ou non à l'action ou cibler les éléments d'infrastructure les plus vulnérables. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le but des terroristes est davantage d'ébranler la confiance du public et des gouvernements que de détruire l'infrastructure. La communication sur les risques représente donc, pour les pouvoirs publics et les industriels, un délicat exercice d'équilibre. Ces derniers doivent comprendre l'intérêt qu'il y a à maintenir le public informé, la dissuasion que peuvent exercer, sur les terroristes, certains types de communication, et la nécessité de préserver la confidentialité des informations sensibles. Ces aspects concurrents devront être

pesés pour décider quels types d'information il faut publier et avec quel degré de détail.

**2. Inciter un public bien informé et motivé à contribuer à la mise en place d'une solide culture de la sécurité nucléaire,** non seulement dans les centrales, mais dans l'ensemble du pays. Une culture de la sécurité, au niveau d'une installation, peut se définir comme un ensemble de facteurs qui, réunis, font que le personnel prêche suffisamment attention à la sécurité nucléaire. Des convictions, des idées et des principes communs guidant les décisions et l'action, et des comportements propices à la sécurité – voilà ce qui forme l'ensemble ordonné et hiérarchisé de facteurs dont est faite une culture de la sécurité nucléaire. Il faut bien comprendre que la plupart des membres du personnel d'une centrale nucléaire font partie de la communauté adjacente au site. Ils y ont leur famille et fréquentent régulièrement la population locale. De ce fait, le vif attachement de la collectivité locale à la sécurité nucléaire renforce la perception qu'a le public de cette sécurité, ce qui accroît indirectement la motivation du personnel qui fait fonctionner le site.

**3. Accroître la vigilance du public, persuadant les citoyens de coopérer plus étroitement avec les forces de l'ordre.** Cette vigilance se manifestera par le signalement d'activités non autorisées visant à accéder à des sites sensibles ou à y pénétrer par effraction. Un public engagé signalera même des personnes ou des activités suspectes repérées à proximité du site. On pourrait former quelques citoyens locaux à exercer ces fonctions à titre volontaire, en particulier dans les zones peu densément peuplées et difficiles à surveiller.

Ces initiatives doivent, cependant, tenir compte des enseignements du passé et éviter les écueils de ce qu'on appelle « autodéfense ». Elles doivent également se méfier de créer un groupe d'individus qui se précipitent sur le lieu d'un attentat et tentent des actions antiterroristes parce qu'ils estiment, à tort, être qualifiés pour mener de telles opérations. Il existe, cependant, un créneau que peut remplir un public sensible aux questions de sécurité. La formation de citoyens locaux, lorsqu'elle est jugée nécessaire, doit être une activité bien pensée, bien financée et largement médiatisée.

**4. Réduire l'impact physique et psychologique immédiat et à long terme d'un attentat terroriste** en écartant la panique, en remontant le moral, en conservant une crédibilité et en donnant des conseils. Cela vaut en particulier lorsque que des actions antiterroristes sont en cours ou lorsque d'autres actes terroristes sont probables. La stratégie à adopter, en cas d'incident, consiste en des mesures – mise à l'abri, évacuation, quarantaine, utilisation de moyens de protection individuels et diverses interventions médicales – que les individus et les groupes peuvent prendre pour sauver des vies et limiter les pertes. Le critère ultime est leur efficacité en cas de crise, lorsque les institutions traditionnelles tendent à se déliter comme cela a été le cas après le passage de l'ouragan Katrina aux États-Unis.

## Que dire et quand ?

L'une des questions qu'il faut se poser, c'est combien de temps à l'avance il faut intensifier la communication sur les risques et indiquer aux citoyens les mesures qu'ils doivent prendre face à différents types d'attentat terroriste. Tandis qu'une grande partie du public ne prêtera pas beaucoup attention à ces efforts ou ne conservera pas les informations et documents fournis en prévision d'incidents, certaines personnes le feront – peut-être parce qu'elles sont convaincues que des incidents se produiront et parce qu'elles estiment que l'information leur confère une compétence. Compte tenu de l'aptitude qu'a ce groupe d'activistes à influencer le comportement et la psychologie des autres à la maison, au bureau ou à l'école, il vaut la peine d'investir au moins un peu de temps et de moyens dans l'éducation du public.

Au bout du compte, tout cela se ramène à rendre les gens plus résistants et mieux préparés à des attentats terroristes. La résistance se définit habituellement comme étant l'aptitude à affronter des événements perturbateurs, urgences qui peuvent se transformer en crises.

Les techniques et la compétence peuvent accroître la résistance, mais au bout du compte, la résistance réelle est affaire d'attitude, de motivation et de volonté. Cette attitude exige un changement culturel et impose de se concentrer davantage sur la façon de penser des gens. Des citoyens résistants ne seront pas passifs devant des actes terroristes – qu'ils visent l'infrastructure nucléaire ou toute autre cible – et seront moins enclins à la crainte et à l'angoisse avant ou pendant une situation de crise. Pour accroître cette résistance et informer le public, il faut du temps et de l'argent, et agir sur le long terme. Pour que ces activités produisent un effet optimal, il faudra les planifier et les exécuter avec le plus grand soin.

---

*Igor Khripunov (igokhrip@uga.edu) est directeur adjoint du Center for International Trade and Security de l'Université de Géorgie (États-Unis).*